

APPEL EN FAVEUR DE L'ACTION DES ACTEURS DU G7

**Les dirigeants recommandent des actions clés
en matière d'égalité entre femmes et hommes dans
le cadre de l'intervention face à la COVID-19
et du relèvement après la crise.**

La pandémie de COVID-19 a bouleversé les plans mondiaux visant à faire le bilan de 25 années de progrès en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, comme le prévoit la Déclaration et Programme d'action de Beijing, adoptés en 1995. La pandémie exacerbe les inégalités, notamment celles qui sont liées au genre et à la race. Cette situation constitue une grave menace pour l'emploi et les moyens de subsistance des femmes car elle aggrave les inégalités préexistantes, met à nu les failles des systèmes so-

ciaux, politiques et économiques, et met en lumière la dépendance collective à l'égard de systèmes de protection sociale universels et complets en temps de crise. La COVID-19 risque également de multiplier des conflits qui entraîneront de nouvelles menaces et de nouvelles difficultés pour la sécurité des femmes, tout en créant de nouvelles perspectives et demandes pour la participation des femmes au rétablissement et à la consolidation de la paix.



Funded by the European Union



International
Labour
Organization



Les femmes sont des travailleuses de première ligne et sont essentielles pour que l'intervention face à la COVID-19 et le relèvement après la crise soient efficaces. Elles doivent disposer de lieux de travail sûrs et sécurisés, d'une formation en matière de sécurité et de santé au travail et d'équipements (ex. : équipements de protection individuelle, produits d'hygiène menstruelle), et bénéficier de conditions de travail décentes et d'une rémunération adéquate, notamment d'un salaire égal pour un travail de valeur égale, sans faire l'objet de discrimination. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) estime que le coût pour l'économie mondiale de la discrimination fondée sur le sexe dans les institutions sociales est de six milliards de dollars des États-Unis (soit 7,5 % du PIB mondial)¹, coût qui devrait encore augmenter avec la crise de la COVID-19.

À l'échelle mondiale, des millions de femmes sont employées dans des secteurs qui risquent fortement de subir de graves impacts en raison de la COVID-19 du point de vue des suppressions d'emploi et de la diminution des heures de travail, ce qui laisse penser que la crise actuelle touchera plus sévèrement l'emploi des femmes que celui des hommes². Aux États-Unis, qui exercent la présidence du Groupe des Sept (G7) en 2020, les femmes sont celles qui ont été les plus touchées par les licenciements liés à la pandémie pendant le confinement, avec près de 60 % des emplois perdus depuis mars dans tous les secteurs, en particulier dans les secteurs du commerce de détail, des loisirs et de l'hôtellerie³. Près de 60 % des femmes dans le monde travaillent dans l'économie informelle, et ont donc moins de revenus et d'épargne et risquent davantage de

tomber dans la pauvreté⁴. Et pourtant, les femmes sont essentielles à la reprise économique. Dans l'ensemble des pays du G7, les femmes gèrent plus de 70 % des dépenses de consommation⁵, occupent une part de plus en plus grande au sein de la main-d'œuvre rémunérée (de 40 % à 50 % à l'heure actuelle), et 30 % des petites entreprises sont dirigées par des femmes, qui sont le moteur de la croissance des petites et moyennes entreprises dans le monde⁶.

Les femmes qui ont des responsabilités familiales, qui travaillent dans le secteur informel ou qui font partie de familles à faible revenu (en particulier les mères célibataires) ainsi que les jeunes sont parmi les plus touchés par la crise. Par exemple, le chômage des jeunes aux États-Unis est passé de 11,5 % à 32,2 % de février à avril 2020⁷. Au niveau mondial, plus d'un jeune sur six a cessé de travailler depuis le début de la pandémie, tandis que les jeunes qui ont encore un emploi ont vu leurs heures de travail réduites de 23 %⁸. La crise de la COVID-19 a en outre tristement révélé que les économies mondiales et le maintien de nos vies quotidiennes reposent sur le travail non rémunéré, invisible et sous-évalué des femmes et des filles. Au niveau mondial, les femmes assument 75 % des services de soins et travaux domestiques non rémunérés⁹. La plupart des femmes travaillent dans des secteurs qui requièrent un contact en face à face (services, tourisme, santé), raison pour laquelle elles ne peuvent pas travailler à distance et peuvent donc avoir besoin d'un soutien supplémentaire pour s'occuper des enfants ou des membres plus âgés de la famille lorsqu'elles quittent leur domicile pour aller travailler.

LE RÔLE DE PREMIER PLAN DU G7

La COVID-19 est l'occasion pour les dirigeants du G7 de prendre des mesures audacieuses, décisives et inclusives pour construire un avenir plus résilient et plus équitable. Ce n'est certainement pas la dernière pandémie ou crise à laquelle nous serons confrontés au niveau mondial, sans parler des futurs défis liés aux changements climatiques. Le G7 constitue un acteur mondial de premier plan, et la façon dont ses membres luttent contre les inégalités et la discrimination engendrées par la COVID-19 aura des implications pour la communauté mondiale.

Les partenariats sont essentiels pour veiller à ne pas anéantir les progrès réalisés en matière d'égalité des sexes et de droits des femmes. Aux côtés des gouvernements, les autres acteurs du G7, notamment les représentants du secteur privé, des organisations de travailleurs et travailleuses et de la société civile, jouent un rôle clé en vue de mettre en place un marché du travail équitable et respectueux de l'égalité

des sexes, qui dépend désormais de plus en plus de la technologie numérique.

Le programme du G7 intitulé « WE EMPOWER » est consacré à l'autonomisation des femmes sur le lieu de travail, sur le marché du travail et au sein de la communauté en vue de leur émancipation économique. Dans le cadre de ce programme, l'Union européenne, ONU Femmes et l'Organisation internationale du travail (OIT) ont réuni des ministres, des dirigeants et dirigeantes d'entreprises et des représentants d'associations d'entreprises, de syndicats, de la société civile et des milieux universitaires aux côtés de l'OCDE lors d'une **table ronde virtuelle de haut niveau** intitulée « Gender Equality and COVID-19 Crisis Response and Recovery: The G7's Role » (Égalité des sexes dans le cadre de l'intervention face à la COVID-19 et du relèvement après la crise : le rôle du G7), le 12 mai 2020.



La table ronde était animée par la Directrice exécutive d'ONU Femmes, Phumzile Mlambo-Ngcuka, la Cheffe du service des instruments de politique étrangère de la Commission européenne, Hilde Hardeman, et la Directrice générale adjointe de l'OIT pour la politique, Deborah Greenfield. Deux groupes de discussion ont été formés, l'un dirigé par Gabriela Ramos, Sous-Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) pour les sciences sociales et humaines et ancienne directrice de cabinet et sherpa de l'OCDE auprès du G20, sur le thème des femmes dans les chaînes d'approvisionnement des entreprises, et l'autre par Vicky Smallman, Directrice pour les droits des femmes et les droits humains auprès du Congrès du travail du Canada, sur les femmes et le travail décent.

Les objectifs de la table ronde étaient, d'une part, de souligner l'importance de l'émancipation économique des femmes pour le G7, en s'appuyant sur les recommandations des précédents **sommets des dirigeants du G7**, en particulier **la feuille de route du G7 pour un environnement économique sensible au genre** adoptée à Taormina, et sur les **conseils consultatifs sur l'égalité des sexes des gouvernements canadien et français**, et, d'autre part, d'échanger des points de vue sur la manière dont la COVID-19 a eu des répercussions sur les femmes dans le monde du travail ainsi que sur le rôle clé des acteurs du G7 dans l'intervention immédiate face à la COVID-19 et le relèvement à long terme après la crise.

APPEL À L'ACTION

Les participants à la table ronde virtuelle de haut niveau ont appelé les États membres du G7 à travailler ensemble ainsi qu'avec les principaux acteurs du G7 de manière cohésive, stratégique et collaborative afin de promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans le cadre de l'intervention face à la COVID-19 et du relèvement après la crise afin de construire un avenir meilleur, résilient et régénérateur, grâce aux actions suivantes :

1. Collecter et communiquer des statistiques intersectorielles sur le genre et des données ventilées par sexe, âge et race afin d'informer les plans d'intervention et de relèvement.

Les gouvernements, le secteur privé et la société civile doivent unir leurs forces, aux côtés des organisations internationales, pour collecter des statistiques et des données ventilées par sexe afin de cartographier l'impact de la crise et d'informer les décisions relatives à l'élaboration des politiques, à l'intervention face à la COVID-19 et au relèvement après la crise. De telles données pourraient en outre contribuer à lutter contre les préjugés sexistes dans les logiciels et l'intelligence artificielle. Les données doivent reposer sur des éléments probants et refléter la nature multidimensionnelle de l'identité afin de mettre en lumière les expériences de toutes les femmes et filles et de contribuer à garantir que les ressources sont fournies aux personnes qui en ont le plus besoin.

2. Assurer un niveau équitable de représentation, de participation et de leadership des femmes dans la planification des interventions et la prise de décisions en matière de COVID-19 dans les secteurs public et privé, afin que les politiques d'intervention et de relèvement soient efficaces, inclusives et adaptées aux besoins de toutes et de tous, femmes, hommes, filles et garçons, en particulier les personnes issues de milieux marginalisés et minoritaires.

Toutes les institutions chargées de l'intervention face à la COVID-19, du relèvement après la crise et de la préparation aux crises futures doivent s'efforcer d'adopter une approche paritaire et multidimensionnelle dans le cadre du recrutement des dirigeants et dirigeantes ainsi que des membres des équipes spéciales, des commissions de gestion des crises, des organes décisionnels et des autres équipes d'intervention pertinentes. Les organisations de femmes, qui sont souvent en première ligne des interventions communautaires et humanitaires, doivent être consultées et soutenues. Au-delà des secteurs qui s'attaquent directement à la crise, il convient de faire de grands efforts pour accroître le nombre de femmes occupant des postes de haute responsabilité et de direction au sein des gouvernements, du secteur privé et de la société civile. À cet égard, l'action positive est un outil à envisager. La crise que nous traversons est l'occasion de remédier aux inégalités préexistantes et de mettre à profit les compétences, les talents et les perspectives des femmes dans le cadre de la reconstruction d'après crise.

3. Concevoir et mettre en œuvre des interventions face à la crise qui tiennent compte de des questions d'égalité entre les sexes, alignées sur les normes internationales du travail et les approches intersectorielles, ainsi que des solutions à long terme et des plans de relance pour surmonter les nouvelles difficultés que posent les mutations du monde du travail.

Les gouvernements devraient viser le plein emploi productif et garantir des conditions de travail sûres et saines, des salaires minimums ainsi que les droits du travail, notamment la négociation collective et la protection des travailleurs et travailleuses. Les mesures d'urgence et de relance ainsi que les stratégies de relèvement à long terme doivent soutenir et protéger les femmes et les autres personnes vulnérables (comme les migrants, les réfugiés, les personnes déplacées de force, les personnes handicapées, les peuples autochtones et tribaux et autres minorités), ainsi que la main d'œuvre essentielle qui ne bénéficie pas d'un soutien adéquat et les personnes travaillant dans le secteur informel qui pourraient ne pas avoir accès aux ressources. Les décideurs politiques à tous les niveaux doivent envisager sérieusement l'adoption d'une budgétisation tenant compte des questions de genre afin de comprendre l'impact différentiel de la crise sur les femmes et d'établir des budgets en conséquence.

4. Élaborer des lois tenant compte des questions d'égalité entre les sexes et investir dans une protection sociale universelle.

Il est important d'allouer des ressources supplémentaires dans les plans de lutte contre la COVID-19 pour combattre la discrimination croisée à l'égard des femmes. Il s'agit notamment de préserver les investissements en faveur d'un accès efficace et abordable à des soins de santé de qualité, en particulier les soins de santé sexuelle et reproductive (contraception moderne, avortement sûr, services de santé maternelle, accouchement sans risque, et télémédecine). Il convient également de travailler sur le plan législatif pour veiller à ce que les lois soient représentatives des besoins spécifiques des femmes et des filles¹⁰. Un soutien immédiat au revenu et à l'alimentation, grâce à des systèmes de protection sociale contributifs et non contributifs, est en outre nécessaire pour éviter d'aggraver les inégalités entre les sexes et pour accroître la capacité des femmes à résister aux chocs futurs. Les mesures envisagées dans ce cadre doivent prévoir des investissements solides dans les politiques sociales et la sécurité sociale pour permettre aux personnes travaillant dans les secteurs tant formel qu'informel d'avoir accès à des congés maladie rémunérés, à une protection de la maternité, à des congés parentaux et familiaux rémunérés, à une couverture sanitaire abordable, à des allocations de chômage, à des transferts en espèces et à des services de garde d'enfants de qualité, entre autres. Il est en outre essentiel d'atténuer les possibles effets négatifs de la pandémie sur la sécurité et les conflits pour améliorer la protection sociale et dégager des ressources pour les dépenses sociales.

5. Atténuer l'impact de la pandémie sur les entreprises et l'emploi, grâce à des mesures adaptées et tenant compte des questions d'égalité entre les sexes pour que puissent en bénéficier les micro, petites et moyennes entreprises détenues par des femmes, notamment dans le cadre des chaînes d'approvisionnement, ainsi que les secteurs durement touchés et les professions où les femmes sont surreprésentées.

La pandémie a exacerbé les difficultés que rencontrent les femmes qui créent et gèrent des entreprises pour accéder à tous les produits et services financiers et d'investissement ainsi qu'aux chaînes d'approvisionnement¹¹, y compris les formations virtuelles gratuites et les possibilités de création de réseaux d'entreprises. La création d'emplois et la croissance du PIB sont essentielles dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 et du relèvement après la crise afin d'aider les propriétaires d'entreprises à mieux résister à la crise. L'accès au crédit, notamment par des garanties de crédit, est important pour les micro, petites et moyennes entreprises qui sont plus susceptibles de fermer pendant une période prolongée et de voir leurs revenus fortement diminuer ou disparaître. Tant les gouvernements que les entreprises peuvent mettre à profit leurs systèmes d'approvisionnement et leur pouvoir d'achat pour encourager la production de biens et de services par des entreprises détenues ou dirigées par des femmes. Il existe de nombreux outils pour promouvoir un comportement responsable des entreprises tout au long de la chaîne d'approvisionnement¹².

6. Prévoir des mesures efficaces en vue de prévenir et de combattre la discrimination et la violence à l'égard des femmes et des filles liées au travail, garantir l'accès des femmes à la justice et allouer des ressources suffisantes dans les plans nationaux de lutte contre la COVID-19 dans le but de réduire les risques de violence domestique et d'« aplatiser la courbe » de ce fléau.

Alors que les gens se réfugient chez eux pour « aplatiser la courbe » de la pandémie de COVID-19, de nombreuses femmes sont plus susceptibles de se heurter à des comportements violents derrière des portes closes et n'ont guère de possibilités de quitter leur domicile ou de demander de l'aide. Il est impératif que les gouvernements et les autres acteurs concernés répondent à l'augmentation de la demande d'abris d'urgence et de lignes d'assistance téléphonique en cas de violence domestique et qu'ils fassent de la lutte contre la violence à l'égard des femmes un élément clé des plans d'intervention nationaux et internationaux. En temps de crise et de relèvement, comme en temps de prospérité, toutes les parties prenantes doivent s'efforcer de créer un monde du travail exempt de violence et de harcèlement¹³. La pandémie ne saurait être une excuse pour ralentir l'abrogation ou la modification de lois discriminatoires, l'adoption de législations progressistes qui promeuvent l'égalité entre femmes et hommes, ou le financement et le suivi de la mise en œuvre de ces lois. Les femmes doivent avoir accès au système judiciaire à coût abordable lorsque leurs droits sont bafoués, de façon virtuelle si nécessaire, notamment pendant la pandémie, ainsi qu'à des services sociaux, psycho-sociaux, économiques et juridiques intégrés.

7. Veiller à ce que les plans de relance économique et sociale reconnaissent et valorisent les travaux domestiques et les services de soins non rémunérés, fournir un niveau adéquat de services de garde d'enfants et autres services de soins, et soutenir des politiques favorables à la famille qui incitent les hommes et les partenaires domestiques à partager équitablement les responsabilités des services de soins et de travaux domestiques non rémunérés.

La COVID-19 a exposé au grand jour les problèmes soulevés par les soins, les femmes assumant la plupart des responsabilités. Nous devons garantir l'accès à des congés parentaux, familiaux et de maladie rémunérés, adéquats et flexibles. Le manque d'accès à des services de soins de qualité et abordables ainsi que les charges supplémentaires de soins que les femmes assument sont des obstacles à la pleine participation des femmes dans l'économie. Il est important de promouvoir des investissements dans l'économie des soins, y compris concernant la qualité des emplois de prestation de soins. La publicité et d'autres formes de campagnes médiatiques peuvent être mises à profit pour inciter les hommes et les partenaires domestiques à participer ainsi que pour aborder les normes de genre en matière de soins.

8. Veiller à ce que l'égalité entre femmes et hommes soit au cœur de l'apprentissage et du développement des compétences pendant les phases d'intervention et de relèvement.

Il convient de déployer des efforts concertés pour améliorer l'éducation des filles et leur accès au développement des compétences, tant dans les systèmes éducatifs nationaux que dans le cadre de l'aide publique au développement (APD), afin de garantir que la COVID-19 n'entrave pas davantage l'accès des filles à l'éducation. Les fermetures d'écoles ont un impact proportionnellement plus important sur les filles en raison des situations de fragilité et des bouleversements économiques, des écarts numériques entre les sexes préexistants ainsi que des normes culturelles et sociales. Les femmes et les filles doivent accéder sur un pied d'égalité et à coût abordable à la technologie et à la connectivité, d'autant plus que le travail et l'apprentissage virtuels continueront à faire partie de nos vies dans un avenir proche. Tout au long des phases d'intervention et de relèvement, les femmes doivent être en mesure de renforcer leurs compétences, notamment par la reconversion professionnelle, l'acquisition de compétences polyvalentes et le perfectionnement des compétences. Des formations doivent être mises en place à cette fin dans tous les secteurs, en mettant notamment l'accent sur les emplois dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM) ainsi que de l'entrepreneuriat, avec un accent particulier sur les emplois qui atténuent les effets des changements climatiques.

9. Inviter les entreprises à signer et à mettre en œuvre les principes d'autonomisation des femmes (Women's Empowerment Principles – WEPs) qui encouragent une conduite responsable des entreprises.

Les acteurs du secteur privé sont essentiels dans le cadre de l'intervention et du relèvement. Ils doivent s'engager à signer et à mettre en œuvre les WEPs en garantissant un recrutement équilibré de femmes et d'hommes, un salaire égal pour un travail de valeur égale, des pratiques tenant compte des questions d'égalité des sexes dans la chaîne d'approvisionnement, des politiques de lutte contre la violence domestique, des congés parentaux et familiaux ainsi que des modalités de travail flexibles qui prennent en considération les rôles des employés tant au travail qu'à la maison. Le moment est venu de partager les meilleures pratiques, politiques et stratégies permettant de soutenir les entreprises qui recrutent des femmes, les maintiennent dans leur emploi et les aident dès le début de leur carrière jusqu'aux postes de direction. Les réponses du secteur à la pandémie détermineront la façon dont les parties prenantes et les actionnaires percevront les entreprises à l'avenir.

10. Encourager les acteurs financiers à exploiter le potentiel des marchés des capitaux et des mouvements de ressources pour orienter les entreprises vers une conduite responsable et favoriser des cultures d'entreprise inclusives.

L'instauration d'une « meilleure normalité » doit s'accompagner d'investissements dans des entreprises dont la culture de travail valorise et privilégie l'égalité entre femmes et hommes, la diversité et l'inclusion et tient compte des responsabilités des employés en dehors du lieu de travail. Il s'agit notamment de s'engager à accroître les investissements dans les entreprises et les startups dirigées par des femmes.

LIENS VERS D'AUTRES FORUMS DE LUTTE CONTRE LA COVID-19

Forum des femmes pour l'économie et la société (Women's Forum for the Economy & Society)

Chiara Corazza, Directrice générale du Forum des femmes pour l'économie et la société, a transmis les recommandations formulées lors de la table ronde virtuelle de haut niveau au Forum intitulé « G7 Call to Action - Beyond Recovery : Designing an Inclusive World » (Appel à l'action du G7 – Au-delà du relèvement : concevoir un monde inclusif », organisé le 28 mai 2020. Le Forum des femmes pour l'économie et la société est une plateforme d'action mondiale visant à faire entendre la voix et la vision des femmes ainsi qu'à construire une économie et une société plus inclusives.

Le 28 mai 2020, le Forum a rassemblé des milliers de personnes influentes de tous les secteurs résolues à s'attaquer aux effets inégaux de la crise de la COVID-19 en mobilisant le leadership des femmes dans les pays, les entreprises et les communautés à tous les niveaux. Cette réunion visait à lancer l'appel du Forum en faveur de l'adoption de mesures urgentes par les dirigeants du G7 sur sept questions essentielles en vue d'un relèvement inclusif.

Voir www.womens-forum.com

Table ronde des femmes dirigeantes sur la COVID-19 et l'avenir

Gabriela Ramos, Sous-Directrice générale de l'UNESCO pour les sciences sociales et humaines et ancienne directrice de cabinet et sherpa de l'OCDE auprès du G20, a convoqué, conjointement avec la Directrice exécutive d'ONU Femmes, Phumzile Mlambo-Ngcuka, la table ronde des femmes leaders sur la COVID-19 et l'avenir, le 20 avril 2020. La table ronde a abordé l'impact négatif disproportionné que la pandémie de COVID-19 exerce sur les femmes et les filles, et a relevé la nécessité de déterminer et de hiérarchiser par

ordre de priorité les mesures stratégiques qui favorisent une voie de relèvement qui tienne mieux compte des questions d'égalité entre les sexes. Les participants à la table ronde ont invité les gouvernements et les parties prenantes à intégrer l'égalité entre les sexes dans les mesures d'intervention pour mieux reconstruire¹⁴. Ils ont recensé quatre domaines d'action clés : les systèmes de santé et les services de soins, l'impact économique, la violence à l'égard des femmes, ainsi que les femmes, la paix et la sécurité et l'aide humanitaire.

PARTICIPANTS ET PARTICIPANTES À LA TABLE RONDE DE HAUT NIVEAU

Heather Barnabe

Directrice générale de G(irls)20

« La COVID-19 aura un effet disproportionné sur la participation des femmes et des filles à l'économie et, par conséquent, les politiques de relance économique doivent reposer sur une optique intersectorielle et féministe pour être efficaces et soutenir l'émancipation économique des femmes ».

Ann Cairns

Vice-Présidente exécutive de Mastercard

« Le monde n'a pas été conçu en pensant aux femmes ni en fonction des femmes. Selon le Forum économique mondial, il faudra 257 ans avant d'atteindre la parité femmes-hommes. Nous ne devons pas attendre aussi longtemps, il est temps d'agir. Concevons un monde meilleur pour les femmes, ce qui entraînera un monde meilleur pour tous. Les gouvernements devraient également travailler avec les entreprises pour soutenir et aider les femmes propriétaires de micro, petites et moyennes entreprises à numériser leurs entreprises afin de renforcer leur capacité à atteindre de nouveaux marchés, à accéder au crédit et à effectuer des transactions en toute sécurité ».

Chiara Corazza

Directrice générale du Forum des femmes pour l'économie et la société

« À la lumière de la crise de la COVID-19, les femmes doivent être pleinement associées à la conception d'une économie et d'une société plus justes et plus inclusives. L'écart entre femmes et hommes est exacerbé par cette pandémie, et nous constatons à quel point les femmes sont touchées de manière disproportionnée. Les économies les plus puissantes des pays du G7 doivent montrer l'exemple en mobilisant le leadership des femmes pour construire des sociétés inclusives et permettre non seulement une reprise économique, mais aussi le rétablissement de la dignité et de la justice pour tous. Avant la crise, on prévoyait que 240 millions d'emplois seraient créés d'ici à 2025 et que 28 billions de dollars s'ajouteraient au PIB mondial si les femmes et les hommes étaient représentés sur un pied d'égalité dans le secteur économique. Il est aujourd'hui encore plus impératif de donner aux femmes les mêmes possibilités qu'aux hommes pour qu'elles soient la force motrice qui façonne le nouveau monde dont l'humanité a besoin ».

Nyasha Duri

Représentante de la jeunesse chez G(irls)20

« Les femmes de couleur issues de la classe ouvrière, en particulier celles qui sont noires, autochtones ou qui appartiennent à la communauté des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres, queers et intersexes (LGTBQI+), se heurtent souvent aux plus grandes difficultés et sont touchées de manière disproportionnée, et souffrent pourtant d'injustices dans tous les domaines à l'échelle mondiale. Nous devons garantir un avenir inclusif pour tous dans tous les domaines : la COVID-19 est une chance unique de changer cette situation en faisant mieux dans le cadre de notre relèvement durable ».

Amanda Ellis

Global Futures Laboratory/Wrigley Global Institute of Sustainability, Université d'État de l'Arizona

« Une réponse à la COVID-19 qui tienne compte des questions d'égalité entre femmes et hommes profite à tous ! Elle est essentielle pour parvenir à un monde plus prospère, plus équitable et plus durable pour tous ».

Anna Falth

Directrice du programme WE EMPOWER du G7 et responsable du Secrétariat des WEPS, ONU Femmes

« La COVID-19 impose aux femmes une charge en matière de soins encore plus lourde au sein du foyer, tout en les exposant à une plus grande insécurité des revenus et à des niveaux accrus de violence domestique. Nous avons besoin d'une approche coordonnée et centrée sur les personnes. Les entreprises ont un rôle clé à jouer pour assurer le bien-être des employés et répondre aux besoins différenciés des femmes dans leurs chaînes d'approvisionnement et leur clientèle ».

Hilde Hardeman

Cheffe du Service des Instruments de politique étrangère de la Commission européenne

« On peut dire que la crise de la COVID-19 est sexiste si l'on considère son impact sur les entreprises appartenant à des femmes, sur le fardeau que les femmes doivent supporter pendant la crise, sur l'augmentation de la violence à leur égard, mais la crise de la COVID-19 offre aussi la possibilité de mieux reconstruire. Nos efforts devraient maintenant viser à placer les femmes au centre du relèvement ».

Katja Iversen,

Présidente et Directrice générale de Women Deliver

« Les recommandations principales de Women Deliver à l'intention du G7 sont d'appliquer une perspective ET un marqueur pour l'égalité entre femmes et hommes à toutes les interventions de lutte contre la COVID-19, au relèvement après la crise et aux plans de relance, de protéger la santé et les droits maternels, sexuels et reproductifs, et de donner aux femmes un rôle de cheffes de file dans le cadre de cet effort. Nous devons saisir l'occasion pour nous mettre sur la bonne voie en vue d'un avenir meilleur et plus paritaire et faire en sorte que l'on ne puisse pas faire marche arrière par la suite, de façon à parvenir à l'égalité entre femmes et hommes ainsi qu'à la justice économique pour les filles et les femmes. Parce que nous savons qu'un monde qui place les femmes et les hommes sur un pied d'égalité est plus sain, plus riche, plus prospère et plus pacifique ».

Michael Kaufman

Cofondateur de la Campagne du ruban blanc, et auteur de *The Time Has Come: Why Men Must Join the Gender Equality Revolution*

« La pandémie de COVID-19 a exacerbé l'impact découlant des responsabilités inégales que les femmes et les hommes assument en matière de soins, tant sur le lieu de travail (où ce travail continue d'être économiquement sous-évalué) qu'au sein du foyer (où les femmes s'occupent encore beaucoup plus des enfants, des personnes âgées et des travaux domestiques). Nous devons exploiter ce moment pour prendre des initiatives audacieuses afin de remédier à ces inégalités. La crise de la COVID-19 nous offre également la possibilité de mettre en place des politiques et une éducation publique visant à promouvoir activement l'objectif de voir les hommes faire la moitié des travaux domestiques dans nos foyers ».

Rebecca Marmot

Directrice du développement durable chez Unilever

« Nous ne voulons pas que le relèvement se traduise par un retour à l'ancien système. Nous avons besoin de réinventer un monde de l'après COVID-19 qui s'appuie sur la collaboration des gouvernements, des entreprises et de la société civile dans un cadre dynamique et flexible. L'une des plus grandes contributions des entreprises à l'intervention face à cette crise a été l'accès aux emplois et aux moyens de subsistance. Tenir compte des questions d'égalité entre les sexes dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 garantira que les inégalités existantes ne sont pas exacerbées et que nous nous dirigeons vers une société plus égalitaire entre femmes et hommes ».



Paolo Mascaro

Président de Valore D

Phumzile Mlambo-Ngcuka

Secrétaire générale adjointe de l'Organisation des Nations Unies et Directrice exécutive d'ONU Femmes

« La pandémie de COVID-19 a provoqué une crise qui va bien au-delà de la santé, remettant en question des aspects fondamentaux de la manière dont nous avons organisé nos structures sociales et économiques jusqu'à présent. Les femmes gagnent moins, épargnent moins, occupent des emplois moins sûrs et sont plus susceptibles d'être employées dans l'économie informelle avec un accès plus limité aux protections sociales. Je demande aux dirigeants présents au sommet virtuel du G7 de reconnaître cela de façon explicite et de veiller à ce que leur intervention face à la COVID-19 remédie consciemment, fermement et durablement à ces inégalités de longue date afin de créer des sociétés inclusives, équitables et plus résilientes ».

Irene Natividad

Présidente du Sommet mondial des femmes

« Cette pandémie a révélé que la plus grande cohorte d'employeurs dans le monde est constituée de petites et moyennes entreprises, et non de grandes sociétés. Les entreprises dirigées par des femmes représentent 30 % des PME et constituent le moteur de la croissance des petites entreprises dans le monde entier, alors travaillons à les renforcer et à les faire croître davantage de manière durable dans l'économie de l'après COVID-19 ».

Gabriela Ramos

Sous-directrice générale de l'UNESCO pour les sciences sociales et humaines et ancienne directrice de cabinet et sherpa de l'OCDE auprès du G20

« Les femmes ont été à l'avant-garde de la lutte contre la pandémie car elles assument la majorité des travaux domestiques, rémunérés ou non. Malheureusement, nous savons que même avant la crise, elles n'étaient pas équitablement rémunérées pour la charge inégale de soins qu'elles assument. La crise de la COVID-19 n'a fait qu'amplifier ces inégalités. Les femmes sont également touchées de manière disproportionnée en tant que travailleuses essentielles, entrepreneuses à petite échelle et employées dans le tourisme, le transport aérien et le commerce de détail, pour diverses raisons, notamment le manque de protection sociale ou de financement. Nous devons appliquer une perspective de genre à nos efforts de relèvement. Faisons de cette crise une occasion de corriger les inégalités auxquelles se heurtent les femmes ».

Guy Ryder

Directeur général de l'Organisation internationale du travail

« La pandémie de COVID-19 a dévoilé de la manière la plus cruelle l'extraordinaire précarité et les injustices de notre monde du travail. Elle a également mis en évidence le rôle toujours essentiel des héros de cette pandémie. Des personnes qui sont généralement invisibles, inconsidérées, sous-estimées, voire ignorées : les travailleurs du secteur de la santé et des soins, les agents d'entretien, les caissiers de supermarché, les soignants non rémunérés à domicile et dans leur communauté, pour la plupart des femmes, souvent des travailleuses migrantes, trop souvent comptabilisées parmi la main d'œuvre pauvre et précaire. L'OIT appelle à une intervention face à la crise de la COVID-19 qui soit centrée sur l'être humain et à un relèvement qui permette de construire une meilleure normalité et de s'attaquer à ces injustices ainsi qu'aux défis de la transition climatique, numérique et démographique ».

Marlène Schiappa

Secrétaire d'État chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations, France

« Dans le contexte de cette crise, l'égalité entre femmes et hommes reste une priorité de la politique étrangère française. Même si la pandémie actuelle a bouleversé le programme du G7, l'autonomisation des femmes ne doit pas être mise de côté, en particulier si l'on envisage une approche coordonnée de la reprise économique. Nous connaissons les conséquences de la pandémie sur l'émancipation économique des femmes : les femmes sont en première ligne pour répondre à la crise dans de nombreux secteurs, notamment celui de la santé, et en même temps, elles doivent faire face à une augmentation des travaux domestiques à domicile. Pendant la présidence française du G7 en 2019, les dirigeants du G7 ont adopté le Partenariat de Biarritz pour l'égalité entre les hommes et les femmes, qui comprend un recueil des mesures et actions législatives nationales. La France continuera à promouvoir ce partenariat et à encourager d'autres pays à s'y joindre ».

Vicky Smallman

Directrice pour les droits des femmes et les droits humains auprès du Congrès du travail du Canada

« La pandémie de COVID-19 a dévoilé les impacts d'un modèle économique qui privilégie la croissance par rapport à la communauté, le profit par rapport aux personnes. Elle a souligné l'importance des rôles que le travail décent, la protection sociale, des services publics solides et le dialogue social peuvent jouer dans la construction d'économies et de communautés fortes et résilientes. La pandémie n'est pas neutre du point de vue du genre ; nous avons donc besoin d'un relèvement qui tienne compte des questions d'égalité entre femmes et hommes. Les plans de relance traditionnels, patriarcaux et "prêts à l'emploi" ne sont pas appropriés ».

Sara Tanan

Représentante de la jeunesse chez G(irls)20

« La pandémie de COVID-19 aggrave les inégalités économiques, sociales et politiques préexistantes dans le monde entier et a un impact dévastateur sur les femmes et les filles, en particulier celles qui sont issues de communautés défavorisées et marginalisées. C'est pourquoi les interventions de tous les pays du monde face à la crise doivent être inclusives, réceptives aux besoins de toutes les femmes et en mesure d'apporter une réponse à ces besoins. Depuis les services de santé et d'éducation jusqu'aux aides économiques et à l'accès aux technologies essentielles, depuis les politiques de protection contre la violence sexiste jusqu'à celles qui empêchent la discrimination croisée à l'égard des femmes dans toutes les sphères sociales, économiques et politiques, nous demandons aux dirigeants du G7 de fournir des solutions plus équitables pour les femmes de tous les milieux ».

Mischa Thompson

Directrice des partenariats mondiaux, de la politique et de l'innovation à la Commission sur la sécurité et la coopération en Europe (Commission américaine d'Helsinki)

« Cette crise ne fait que mettre en lumière la manière dont les femmes continuent à diriger, que ce soit en tant que cheffes d'État, sur le lieu de travail ou au sein du foyer ». **Bis este senet expererfere solestē dolo-ra si suntur aut optas corerehe.**

Références

1. *The economic cost of gender-based discrimination in social institutions*, Centre de développement de l'OCDE, juin 2016 : https://www.oecd.org/dev/development-gender/SIGI_cost_final.pdf.
2. *The COVID-19 response: Getting gender equality right for a better future for women at work*, OIT, 2020.
3. « Looming Economic Downturn Will Hit Women Hardest as They Make Up Majority of Job Losses Across All But Three Sectors » : <https://iwpr.org/looming-economic-downturn-will-hit-women-hardest-as-they-make-up-majority-of-job-losses-across-all-but-three-sectors/>.
4. *Women and Men in the Informal Economy: A Statistical Picture*, OIT, troisième édition, 2018 ; et *COVID-19 crisis and the informal economy. Immediate responses and policy challenges*, OIT, 2020.
5. « Top 10 things everyone should know about women consumers », Bloomberg, 11 janvier 2018 : <https://www.bloomberg.com/company/stories/top-10-things-everyone-know-women-consumers/>.
6. « Population active, femmes (% de la population active) - Union européenne », Banque de données de la Banque mondiale, 2019 ; Enquêtes de la Banque mondiale sur les entreprises, 2018.
7. Bureau of Labor Statistics (États-Unis) : www.bls.gov/news.release/empstn.nr0.htm.
8. « OIT : Plus d'un jeune sur six se retrouve sans emploi en raison de la crise du COVID-19 », 27 mai 2020 : https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_745879/lang--en/index.html.
9. Indice Institutions sociales et égalité homme-femme, Centre de développement de l'OCDE : <https://www.genderindex.org/>.
10. « Le Partenariat de Biarritz pour l'égalité entre les femmes et les hommes », 2019 : <https://www.diplomatie.gouv.fr/en/french-foreign-policy/french-g7-presidency/the-biarritz-partnership-for-gender-equality/#:~:text=The%20Biarritz%20Partnership,and%20women%20around%20the%20world.>
11. Affirmative Finance Action for Women in Africa, Groupe de la Banque africaine de développement : <https://www.afdb.org/en/news-keywords/afawa-affirmative-finance-action-women-africa>.
12. *Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence pour une conduite responsable des entreprises* (en anglais), OCDE, 2018 : <https://mneguidelines.oecd.org/OECD-Due-Diligence-Guidance-for-Responsible-Business-Conduct.pdf> ; *Les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales*, OCDE, 2011 : <http://www.oecd.org/fr/daf/inv/mne/2011102-fr.pdf>.
13. *Recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement*, OIT, 2019.
14. Communiqué de presse : « Women Leaders' Virtual Roundtable on COVID-19 and the Future issues call to put women and girls at the centre of response efforts », ONU Femmes, 21 avril 2020 : <https://www.unwomen.org/en/news/stories/2020/4/press-release-women-leaders-virtual-roundtable-on-covid-19>.



Contactez-nous



EmpowerWomen.org



we.empower@unwomen.org



[@EmpWomen](https://www.facebook.com/EmpWomen)



[@Empower_Women](https://twitter.com/Empower_Women)



Funded by the European Union



International
Labour
Organization

